

**ZAÏM BENSACI, PRÉSIDENT DU CNCPME, AU SOIR D'ALGÉRIE :**

# «L'économie a été occultée et malmenée»

***Zaïm Bensaci, président du Conseil national consultatif des PME, dans cet entretien qu'il nous a accordé, nous a fait part de son analyse de la situation économique actuelle. Il a insisté sur le volet de la sous-traitance et les difficultés que rencontrent les PME à accéder aux marchés publics. Il revient sur le désormais dossier Renault, lequel, estime-t-il, est entouré d'opacité. Il lance un appel au ministre Cherif Rahmani, fraîchement installé au département de l'industrie, à revoir ce dossier qui risque d'être préjudiciable pour l'économie nationale, tel qu'il a été énoncé via la presse, et invite les autorités à rendre publiques les négociations ayant trait à ce marché.***

**Le Soir d'Algérie : Abdelmalek Sellal, dès son installation à la tête de l'Exécutif, a déclaré que son gouvernement fait de la relance économique sa priorité. Comment avez-vous accueilli cette déclaration ?**

**Zaïm Bensaci :** Le volet économique a été tellement oublié, occulté et malmené que la déclaration du Premier ministre est la bienvenue. Cependant, ce qu'on souhaite, c'est qu'il y ait une véritable prise en charge de ce volet et qu'on arrive à définir une stratégie qui nous fait tant défaut, à savoir que doit-on faire pour sortir la situation économique de la léthargie dans laquelle elle baigne. Maintenant, on est dans une position d'attente. On va voir quel va être le cadre qui va être donné par le Premier ministre.

**A votre avis, quelle est la priorité des priorités dans le secteur économique ?**

Je dirais, sans conteste, que la priorité des priorités est la reconstruction de notre tissu économique qui est complètement ébranlé. Le défi aujourd'hui est de donner aux entreprises productrices un avantage spécifique et de favoriser la production dans tous ses domaines. Il faut également définir une bonne fois pour toutes la priorité de la production nationale sur celle de l'importation. Il faut arrêter avec ce système infernal d'importation tous azimuts pour équilibrer notre économie, car en définitive, on importe le chômage des autres.

**Mais à votre avis, comment se fera cette reconstruction de l'industrie nationale ?**

C'est un volet lourd et consistant mais pas impossible, mais il faudrait créer une nouvelle dynamique et avoir une véritable volonté politique qui prend en charge cette question à bras-le-corps. D'abord hisser le secteur étatique considérant que ce dernier est le plus influent dans le secteur industriel. Personnellement, je suis pour la reconstruction des grosses unités nationales sans négliger le secteur privé qui doit être complémentaire dans un système nouveau d'industrialisation du pays. Pour ce faire, il faut reconsidérer la stratégie industrielle en développant des pôles en mécanique, en aéronautique, en agroalimentaire, en énergie, etc., mais encore une fois, cela dépendra de la volonté politique affichée par l'autorité publique dans le cadre de la régulation et les missions dévolues à l'Etat.

**Le climat des affaires est souvent mis à l'index, ce dernier ne semble pas être propice à une relance économique et à l'émergence d'entreprises. Qu'en pensez-vous ?**

Le climat des affaires est critiqué par tout le monde, c'est un fait auquel il faut trouver une solution d'urgence. Il faut le dire honnêtement et commencer par faire le bilan de ce qui a été fait, de ce qui n'a pas été fait et tracer une feuille de route de ce qu'on doit faire. Nous sommes dans un environnement qui n'est pas propice à la création ou à l'émergence d'entreprises. Pour preuve, il y a très peu de dossiers d'investissements au niveau des banques. Il n'y a pas de demandes significatives de financements qui nous indiquent que nous sommes dans une phase d'investissements.

La cause est que l'investisseur se heurte à une bureaucratie lourde et pesante. Il se retrou-

ve en train d'effectuer le parcours du combattant et finit souvent par baisser les bras. En outre, l'environnement reste désavantageux à la création d'entreprises auquel il faut ajouter la difficulté à recruter de la main d'œuvre qualifiée, ce qui pose l'écueil de la formation. Le rôle de l'Etat n'est pas uniquement de donner de l'argent mais aussi d'assurer une culture entrepreneuriale, de réguler le marché, d'imposer sa présence non pas dans un système coercitif mais dans un cadre d'accompagnement, d'aide et d'encouragement.

**Pour revenir aux banques, en dépit des sommes colossales qui dorment dans leurs caisses, elles ne jouent pas pleinement leur rôle et manifestent beaucoup de frilosité à l'octroi de crédits, se contentant d'un rôle primaire alors qu'elles sont le moteur de toute économie...** C'est le cas de le dire, les banques sont le fer de lance de l'économie. Le problème, comme je viens de le signaler, est que les investissements sont au point mort. On attend toujours cette fameuse réforme bancaire qui va donner un coup d'envoi significatif à la relance économique et à l'investissement, malheureusement, il y a un discours officiel qui se contredit avec la réalité. Les investisseurs rencontrent beaucoup de contraintes. En tout cas, il y a un décalage dans le système d'éligibilité des dossiers d'investissements qui laisse à désirer aussi bien en ce qui concerne les délais de traitement et des capacités des gens qui analysent les dossiers.

**L'Etat a mis en place des dispositifs d'aide à la création d'entreprises, mais force est de constater que ces dispositifs n'ont pas fait leurs preuves. Selon vous, quelle en est la raison ?**

Ces dispositifs ont redonné espoir notamment aux jeunes porteurs de projets. C'est une initiative louable, mais si on doit faire leur bilan, on constate que c'est à la limite du fiasco. La raison est que ces dispositifs ont été mis en place dans la précipitation, et comme on ne s'improvise pas chef d'entreprise, il fallait définir les filières à l'avance et assurer le suivi et l'accompagnement. Or, le jeune se retrouve avec un budget relativement gros qu'il ne sait pas gérer convenablement. Ce manque flagrant d'accompagnement, de formation et de conseils a fait que ces dispositifs n'ont pas donné les résultats escomptés. Sans oublier les plans de charge qui sont quasi inexistantes.

**La tendance mondiale est à la création de startup qui sont essentielles notamment dans le domaine de l'innovation et de la technologie, mais l'Algérie reste à la traîne alors qu'on a un vivier d'idées à puiser dans les maisons de l'entrepreneuriat et autres centres de recherche au niveau des universités. Est-ce qu'il n'y a pas lieu d'exploiter ce créneau ?**

Effectivement, ce créneau est très intéressant pour peu qu'on le prenne en charge. Les startup à travers le monde sont potentiellement et économiquement porteuses de grands espoirs. Elles sont le fruit d'une idée de génie et peuvent grandir et passer d'une petite entreprise à une multinationale.

Je citerai le cas de Google. Mais encore une fois, les banques ne sont pas aptes à répondre favorablement à un jeune qui viendrait leur soumettre une idée pour avoir un financement, sauf dans le cas d'une insertion aux dispositifs cités plus haut. Il y a une prise de conscience de l'importance de ce créneau chez les pouvoirs publics pour que les porteurs de projets puissent évoluer dans les futurs pôles technologiques comme Sidi Abdellah. En outre, une convention a été paraphée entre le ministère de la PME et celui de l'Enseignement supérieur pour définir les modalités relatives aux porteurs de projets.

Des mécanismes ont été mis en place au niveau des structures universitaires comme les pépinières et autres centres de facilité ; quant à leur fonctionnalité, on n'en connaît pas les résultats. Quoi qu'il en soit, on n'a rien inventé, ce sont des dispositifs qui existent ailleurs dans le monde. Toujours est-il, si cette démarche est réellement prise en charge, on verra peut-être l'émergence de startup et d'entreprises innovantes.

**L'absence de bilans économiques, de schémas comparatifs et la non-fiabilité des statistiques posent le problème de visibilité dans le secteur économique. Comment peut**

**évoluer une entreprise si elle n'a pas les données exactes et en temps réel au moins en ce qui concerne le domaine dans lequel elle active ? Que faut-il faire dans ce sens ?**

Il est vrai qu'il y a des manques et des lacunes dans ce volet, mais la mission qui a été dévolue à l'ONS est en train de prendre forme. Il y a eu récemment une déclaration de l'ex-secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Prospective et des statistiques, chargé des statistiques, Ali Boukrami, qui dit qu'un accord a été établi avec un organisme français des statistiques pour définir une nouvelle politique dans ce domaine. Ce sera sans doute l'occasion de clarifier les choses et œuvrer pour une accessibilité et une disponibilité de l'information qui est primordiale pour les entreprises et l'ensemble des acteurs activant dans différents domaines.

**L'Algérie a eu un sursis de 3 ans concernant le démantèlement tarifaire douanier avant de voir les produits européens envahir le marché algérien. Les entreprises nationales seront-elles prêtes pour faire face à la compétition en si peu de temps ?**

Il y a eu effectivement le report de la suppression des droits de douanes sur une multitude de produits venant notamment de l'Union européenne. Ce report doit être utilisé à bon escient pour justement arriver à mettre à niveau nos entreprises et qu'on puisse avoir des PME et des TPE innovantes et compétitives pour faire basculer le risque de la déferlante qui interviendra d'ici 3 ans, mais c'est maintenant qu'il faut agir, car si on continue dans cette voie, on va se retrouver dans une situation beaucoup plus dramatique que celle qu'on connaît actuellement. J'espère que le nouveau gouvernement s'y penchera sérieusement.

**Justement, le programme de mise à niveau accuse un retard considérable dans son application et on parle d'un millier de PME qui ont été prises en charge alors qu'on a tracé un objectif de 20 000 PME dans un délai de 5 ans. 3 ans se sont déjà écoulés depuis son lancement, mais il semble que ce programme est en train de tâtonner. Quel est votre commentaire ?**

Effectivement, ce programme est en train de tâtonner mais il ne s'agit pas d'aligner des chiffres mais de parler de qualité. Est-ce que ces entreprises sont opératoires ? Sont-elles au niveau des standards internationaux ? Je ne pense pas que compte tenu de l'agence qui est en charge de ce programme de mise à niveau, on pourrait aboutir à des résultats.

**Vous voulez dire que l'ANDPME ne sert à rien ?**

Non, je ne dis pas cela, mais je pense qu'il faut revoir le statut de l'ANDPME avec des moyens plus adéquats et un nouvel attrait pour que cette agence soit plus dynamique pour conduire ce programme.

**Le code des marchés publics est également en point de mire, et beaucoup de voix s'élèvent pour dire qu'il faut le réviser. Est-ce votre avis également ?**

Il est vrai que si nous voulons moraliser la vie économique, il faut des règles maintenant, il faut revoir les dispositions contraignantes dans le code des marchés. Un exemple : il faut avoir 3 devis pour faire face à une situation donnée.

Or, si je prend le cas d'un président d'APC qui doit recourir à un avis d'appel d'offres pour un problème d'égout dans sa commune qu'il doit régler dans les heures qui suivent, il est confronté à la dégradation de l'environnement et à la colère des populations qui ne comprennent pas le retard dans le règlement du problème alors qu'il doit s'en tenir au règlement. C'est valable dans beaucoup de domaines ; pour certaines contraintes, on peut le comprendre quand il s'agit d'éviter des dérives, mais on peut mettre en place des procédures différentes pour être opérationnel sans être entravé par des dispositions bloquantes.

**La sous-traitance est un volet totalement négligé alors que c'est l'un des secteurs névralgiques qui peut être un pourvoyeur d'emplois directs et indirects. Quelle est votre approche concernant ce domaine ?**

Absolument ! Le développement de la sous-traitance est un passage obligé pour générer et maîtriser le progrès technologique, optimiser l'exploitation des potentiels existants, accroître la productivité et la compétitivité, maîtriser la

**Entretien réalisée par Fatma Haouari**

qualité, créer des emplois, drainer ou économiser des devises, exporter des services, avec tout ce qui en résulte en termes de stabilité économique locale et nationale. Il existe d'importantes opportunités qui, si elles sont saisies et exploitées conduiront inéluctablement au développement d'un tissu industriel et de service de sous-traitance viable pouvant faire face à la concurrence internationale. Le contexte actuel est de nature à contribuer à la mise en place d'un dispositif de développement de la PME orientée vers la sous-traitance pour au moins deux raisons : d'abord à la stratégie d'ouverture sur l'extérieur ensuite aux atouts intrinsèques aux PME. En faisant l'état des lieux, on constate l'absence de cadre général, cohérent et efficient de promotion de la sous-traitance, l'inefficacité des mesures et programmes existants, malgré la prédominance des programmes qui ont trait au financement, la PME souffre d'absence de soutien financier mais aussi de problèmes de gestion, d'encadrement et de marché. Il y a également absence de mesures d'appui et de programmes spécifiques à la sous-traitance, indépendamment de programmes de portée générale et de schéma directeur fédérant l'ensemble des acteurs. En outre, il existe beaucoup d'acteurs : Conseil national de la sous-traitance(CNST), 4 BSTP, directions des PME, directions des industries, mais leurs efforts sont dilués et leurs actions éparpillées. La PME de sous-traitance trouve des difficultés à accéder aux marchés publics. Le problème de lot unique rend ces marchés inaccessibles. Les gros donneurs d'ordres comme Sonelgaz et Sonatrach en particulier ne favorisent pas l'intégration et l'accompagnement des PME pour en faire un réseau de sous-traitants. Il y a également le financement en tant que contrainte au développement de la PME et à la promotion de la sous-traitance. C'est un problème réel, même si son acuité varie d'une entreprise à l'autre : pas de différenciation par les banques entre une grosse entreprise et un sous-traitant. Les financements s'adressent d'une manière générale. Le sous-traitant est considéré comme une entreprise dont l'éligibilité au financement repose sur le respect des règles conventionnelles en matière d'action de crédit, ce qui signifie que le sous-traitant n'a pas de traitement spécifique.

L'indifférence au cycle de vie de l'entreprise, les financements accordés par les banques aux PME ne différencient pas toujours les besoins de financement liés à la création de ceux liés au fonctionnement ou à la croissance de la PME créatrice de valeur ajoutée. Un déficit de confiance affecte les relations existant entre les institutions financières et les sous-traitants. Les motifs de crispation sont imputables aussi bien à la banque qu'à la PME elle-même. La forte propension des banques à se prémunir contre tout risque d'insolvabilité future en exigeant le maximum de garanties pénalise la PME transparente.

**Que recommande votre organisme dans ce cas-là ?**

L'instauration d'une charte de partenariat entre les grandes entreprises comme la SNVI, Sonatrach et ses démembrements etc., et la PME de sous-traitance ne pourra que renforcer la coopération et la synergie porteuses de développement et d'élargissement du tissu industriel de sous-traitance. L'incitation au regroupement des PME sous-traitantes pour leur permettre d'offrir aux donneurs d'ordres une gamme de services plus diversifiés, de traiter de plus gros volumes de commandes, de livrer des ensembles totalement intègres, de mettre en commun leurs capacités commerciales, leurs services de RD, d'achats.

La mise à niveau des entreprises locales selon la spécificité de la région et leur offrir une meilleure lisibilité de l'évolution des techniques et des marchés. L'amélioration de la productivité des PME sous-traitantes qui passe par la modernisation des méthodes de management et d'organisation et le recrutement des compétences adéquates.

Le développement des PME dans les démarches de prospection à l'international. Il y a lieu également de mobiliser au niveau régional et local l'ensemble des acteurs du développement économique : wilaya, chambre de commerce et d'industrie, Bourses de sous-traitance, organisations professionnelles, etc.

**F. H.**